

Séance ordinaire du jeudi 18 juillet 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christian DUMONT

Redynamisation du Centre Ville - Mesures en faveur des commerçants - Partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, la Chambre du Commerce et de l'Industrie de l'Hérault et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le 17 novembre 2018, le mouvement national des « gilets jaunes » organise chaque fin de semaine des rassemblements dans les villes françaises.

Le centre-ville de Montpellier est touché tous les samedis par des manifestations qui occasionnent de lourds dégâts et empêchent les professionnels de pouvoir travailler dans de bonnes conditions.

La clientèle anticipe ces heurts et déserte les commerces du centre-ville chaque samedi. Les enquêtes menées par la CCI de l'Hérault auprès des commerçants font état d'une perte de chiffre d'affaires de 30 à 40 % en moyenne, par rapport à un samedi classique.

Montpellier a été le point de rendez-vous de l'Acte 30 du mouvement national le samedi 7 juin 2019. Environ 2000 personnes ont manifesté en centre-ville engendrant de fortes perturbations, des violences urbaines et dégâts matériels. Ces événements provoquent une fuite régulière de notre cœur marchand.

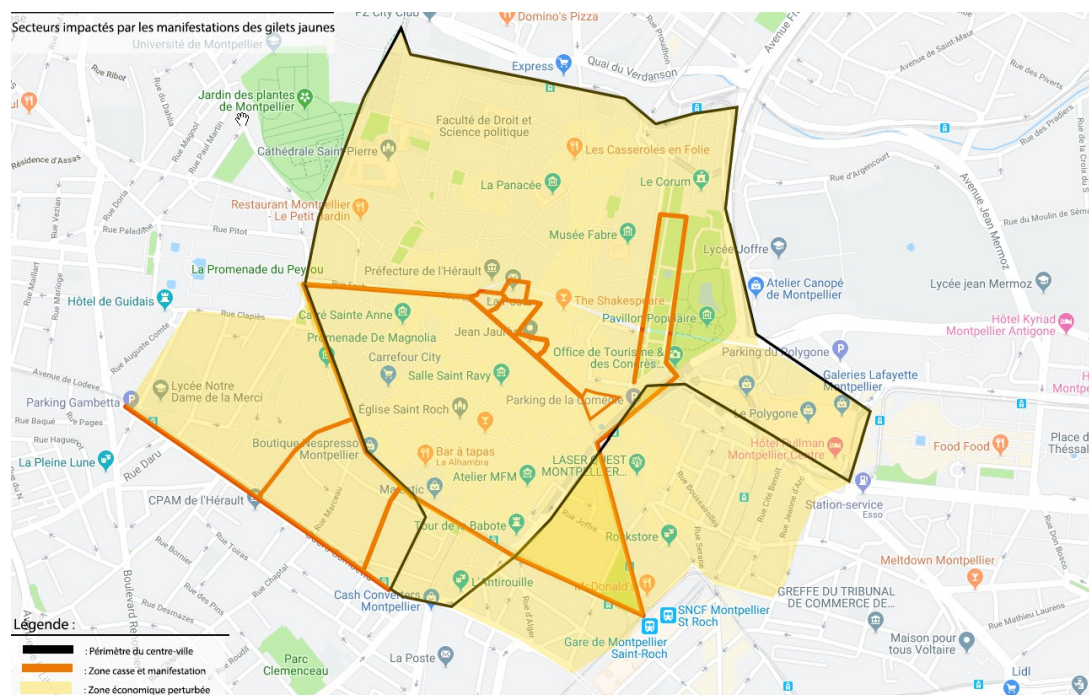
Aujourd'hui, il est indispensable de proposer des actions afin de relancer l'activité et de dynamiser l'attractivité du centre-ville de Montpellier.

L'ensemble des acteurs économiques locaux s'est rassemblé à l'invitation de la Ville de Montpellier et a travaillé sur des mesures concrètes pour favoriser le retour des clients en cœur de ville.

Un programme d'actions est prévu à compter du mois de juillet et jusqu'en décembre 2019. Il résulte d'un processus de co-construction et est partagé par l'ensemble des acteurs locaux.

Ce projet, joint en annexe, a été présenté par la Ville au Ministère de l'Economie et des Finances afin d'obtenir une aide dans le cadre du programme « revitalisation et animations des commerces ». Il regroupe sept actions majeures destinées à soutenir les commerçants et mettre en valeur notre centre-ville.

Le périmètre retenu est celui d'un Ecusson élargi en fonction du parcours des manifestations :



Les aides de l'Etat seront, le cas échéant, perçues par la Ville et redistribuées pour parties aux partenaires en charge des projets à mener. De la même manière, les partenaires seront amenés à participer aux actions en reversant leur contribution à la Ville.

Ces flux financiers feront l'objet de délibération(s) détaillée(s) lors d'un prochain conseil municipal.

La Ville de Montpellier conservera la gestion directe pour les actions suivantes :

Action 1 : Exonération des redevances d'occupation du domaine public

Il est proposé d'exonérer pendant trois mois et sur le périmètre défini plus haut les commerçants payant des droits de place ou des redevances pour les occupations du domaine public suivantes :

- Terrasses et étalages
- Marché Comédie
- Marché des Bouquinistes de l'Esplanade Charles de Gaulle
- Marché Plan Cabane
- Halles Laissac et Castellane

- Concessions : manèges, kiosques alimentaires et fleuristes de la Comédie/Esplanade.

La perte de recettes en résultant est estimée à 295 000€, répartie sur les lignes de crédit correspondantes.

Action 5 - Festivités de fin d'année en centre-ville

Action 5.1 - Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux opérations d'animations menées par les associations de commerçants du centre-ville pour les fêtes de fin d'année

Une vingtaine d'associations de commerçants du centre-ville pourront y prétendre pour un budget de 140 000 €.

La subvention sera accordée sur présentation d'un projet détaillé. Le montant sera attribué en fonction des projets et sous réserve de l'enveloppe globale. Un dossier de candidature dédié sera établi et un comité d'attribution composé de l'ensemble des partenaires avec une grille de lecture commune sera mis en place.

Action 6 - Animer les samedis de septembre (rentrée scolaire)

Action 6.1 - Animations thématiques sur 4 samedis de septembre (de 10h à 19h)

La Ville participera aux animations conduites par la CCI à hauteur de 10 000€. Il s'agira durant 4 samedis consécutifs d'organiser des événements thématiques (séries TV, sports, sports Extrêmes/cultures urbaines et musique) afin d'attirer la clientèle en centre-ville.

Action 7 - Promotion et valorisation du centre-ville de Montpellier

Cette action consistera en une Campagne de communication #tous commerçants via réseaux et affichage, presse ainsi qu'une campagne de communication ciblée sur le Centre-Ville.

Le coût total de cette opération de communication d'envergure sera de 60 000€.

L'ensemble des dépenses prévues ont été inscrites au Budget Supplémentaire de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le principe de la mise en place de mesures en faveur de la revitalisation et animations des commerces du centre-ville telles que présentées en annexe,
- de valider l'ensemble des exonérations de redevances du domaine public proposées pour montant estimé de 295 000€,
- de valider la création du fonds de concours à destination d'une vingtaine d'associations de commerçants du centre-ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 26 juillet 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juillet 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DOSSIER PROJET

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190718-92078-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/07/19
Réception en Préfecture : 29/07/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.